



## PROGRAMME D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES PAYSANS UNIS EN AFRIQUE

### PADEPU-A

**BUREAU DE COORDINATION DE LA RD CONGO**

Tél : +243 975070271, +243 992 977 227

[infopadepua1@gmail.com](mailto:infopadepua1@gmail.com)



### RAPPORT D'ÉVALUATION DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES DE SAKE ET LUHONGA, GROUPEMENT KAMURONZA, ZONE DE SANTE DE KILOTSHE, TERRITOIRE DE MASISI, PROVINCE DU NORD-KIVU EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



Janvier 2023

1

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	2
I. CONTEXTE, OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE.....	3
I.1. Contexte.....	3
I.2. Méthodologie de l'évaluation.....	4
I.3. Localisation des zones évaluées et accessibilité.....	4
II. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION PAR SECTEUR.....	5
II.1. STATISTIQUES ACTUALISÉES DES PDIS DE SAKA A LA DATE DU 10 JANVIER 2023.....	5
III. RESULTATS SECORIELS.....	5
III.1. PROTECTION.....	5
III.1.1. Protection Générale.....	5
III.1.2. Violence basée sur le genre.....	6
III.1.3. Protection de l'enfant.....	6
III.2. SANTÉ.....	7
III.3. ÉDUCATION.....	7
III.4. ACCÈS À L'ABRIS.....	8
III.5. ACCÈS AUX ARTICLES MENAGES ESSENTIELS.....	9
III.6. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYEN DE SUBSISTANCE.....	9
III.7. WASH.....	10
IV. ANALYSE DO NO HAM.....	10
V. CONCLUSION.....	12
ANNEXES.....	13
QUELQUES IMAGES.....	13

## I. CONTEXTE, OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

### I.1. Contexte

Depuis le 20 octobre 2022, la reprise des combats entre l'armée congolaise et le groupe armé Mouvement du 23 mars (M23) a poussé des milliers de personnes à fuir leurs habitations dans le territoire de Rutshuru. Ces populations vivent actuellement dans les centres collectifs/sites spontanés et auprès de familles d'accueil dans les territoires de Lubero et de Nyiragongo, la ville de Goma ainsi que dans d'autres localités du territoire de Rutshuru. Parmi ces personnes, environ 23 000 qui vivaient dans le site de Rwaswa 2, dans le territoire de Rutshuru, ont abandonné cet espace à la suite des affrontements du 29 octobre dans la cité de Kiwanja. Ce site, construit par des organisations humanitaires, a été complètement détruit. Ces violences ont fortement contrarié l'accès des acteurs humanitaires dans le Rutshuru

Avec la volonté du M23 d'étendre son influence et de conquérir des nouvelles entités, de nouvelles attaques ont été lancées dans la chefferie de Bwito dans le l'objectif d'étendre son emprise vers le territoire de Masisi. C'est ainsi que plusieurs affrontements ont été signalés dans le groupement de Tongo et Bishusha depuis fin novembre et début décembre 2022. Poursuivant son but de couper la communication entre la ville de Goma et le territoire de Masisi, le M23 a lancé au milieu du mois de décembre 2022, des attaques sur le village de Bwiza, un village achevale entre le territoire de Masisi et Rutshuru aux abords du parc des Virunga mais aussi sur le village Karenga dans le Groupement Kamuronza.

Ces attaques et affrontements ont provoqué plusieurs mouvements des populations vers les aires de santé de Kimoka et Afia Sake, Zone de santé de Kirotshe, localités de Katembe, Kimoka et Matcha en groupement Kamuronza, territoire de Masisi.

PADEPU-A, une Organisation Non Gouvernementale de droit congolais active dans la zone a déployé sur terrain ses animateurs pour recueillir, en collaboration avec les autorités locales et les leaders communautaires. Les premières informations recueillies ont fait état de la présence d'environ 953 ménages qui se trouvent dans des centres collectifs (Eglise 8<sup>ème</sup> CEPAC VIRUNGA, Paroisse catholique de Sake dans l'enclos de l'EP Kamuronza, l'Eglise EPG, ...) et dans les familles d'accueil sans assistance humanitaire aucune depuis leur arrivée entre mi-décembre 2022 et début Janvier 2023.

Un document faisant état de la situation humanitaire de ces déplacés a été partagé à la communauté humanitaire du Nord-Kivu et de la RDC en général à travers l'OCHA par l'organisation PADEPU-A, afin d'amener celle-ci à pouvoir mener des interventions humanitaires en faveur de ces déplacés affectés par cette crise déclenchée par les affrontements entre le M23 et les FARDC.

Dans l'objectif de pouvoir récolter les données supplémentaires sur les besoins humanitaires de ces déplacés et d'assurer la mise à jour de données liées à leur mouvement, d'autant plus qu'à la date où PADEPU-A a partagé les premières informations, de nouveaux ménages continuaient toujours d'arriver, PADEPU-A a décidé de maintenir sans présence auprès de ces déplacés à travers ses animateurs terrain pour pouvoir informer la communauté humanitaire sur les éventuelles évolutions par rapport à la situation humanitaire de ces déplacés.

C'est ainsi qu'une mission d'évaluation rapide multisectorielle a été organisée par PADEPU-A en date du 07- 08 janvier 2023 dans les différents sites abritant ces déplacés notamment à l'E.P Kamuronza, 8<sup>ème</sup> CEPAC VIRUNGA/Sake, Eglise protestante EPG, Eglise Néo Apostolique, EP FAZILI/Sake, Centre MUMAMA dans la localité matcha à sake mais également à Luhonga dans la localité de Katembe.

L'objectif de la mission était la collecte des informations nécessaires en termes des besoins, gaps par secteur afin de les rendre disponibles aux acteurs de réponse. De façon spécifique, cette évaluation rapide multisectorielle visait à :

- Évaluer les besoins multisectoriels (notamment en protection, WASH, AME-abris, santé, nutrition, éducation, sécurité alimentaire, moyens de subsistance et cohabitation pacifique) ;
- Actualiser les statistiques des personnes déplacées dans les entités précitées ;
- Faire une analyse ne pas nuire dans la zone.

## **I.2. Méthodologie de l'évaluation**

Pour la récolte des informations nécessaires, un certain nombre des questions tirées de l'outil d'ERM pour les évaluations rapides multisectorielles a été utilisé. Ces questions ont été soumises à aux membres des comités des déplacés de ces sites, au responsable délégué par le curé de la paroisse de sake pour l'accueil des déplacés, les autorités locales, quelques leaders locaux (RECO), les chefs de certains centres collectifs dont les responsables des églises accueillant ces déplacés et cela à Sake dans la localité de Matcha et à Luhonga dans la localité de Katembe zones en concentration des PDIs. 5 focus group ont été également organisés avec les PDIs et les résidents.

## **I.3. Localisation des zones évaluées et accessibilité**

Toutes les zones évaluées (localité de Matcha et Katembe) sont situées aux environs de la cité de sake chef-lieu de la localité de Matcha en groupement Kamuronza, Zone de santé de Kirotshe, Territoire de Masisi, Province du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo. Elles se trouvent en territoire de Masisi et sont accessibles et en termes de sécurité et physiquement. On note le risque d'élargissement des affrontements vers les zones d'accueil. Le Groupement Kamuronza est une zone d'accueil

des personnes déplacées internes à la suite de la crise M23 qui affecte le territoire de Rutshuru et qui est en proie de s'étendre sur le territoire de Masisi.

## II. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION PAR SECTEUR

### II.1. STATISTIQUES ACTUALISÉES DES PDIS DE SAKE A LA DATE DU 10 JANVIER 2023

Villages de provenance	Village/Aire de santé/Quartier d'accueil	Site/lieu d'hébergement	Nombre des ménages	Nombre des personnes
Bwiza	Katembe/Luhonga	Luhonga	198	1188
Karenga	Matcha	E.P KAMURONZA	279	1674
Tuonane		8 <sup>e</sup> CEPAC VIRUNGA	700	4200
Kabeza		Eglise E.P.G	337	2022
Mulimbi		Néo Apostolique/EP FAZILI/CENTRE MUMAMA	30	180
Kamatembe				
Rukore				
Kabanvu				
Kabati				
Kutabi				
Kilolirwe				
Simoni				
Rutshuru				
Ttongo				
Bishusha				
Kaluli				
Karambi				
Kazinga				
Mugando				
Nyanzale				
Lupango				
<b>Nombre total de ménages</b>			<b>1544</b>	<b>9264</b>

## III. RESULTATS SECORIELS

### III.1. PROTECTION

#### III.1.1. Protection Générale

Sur le plan de la protection générale, la situation est globalement bonne. Aucune incident de protection à signaler jusqu'à la date de notre évaluation bien que la situation peut changer à tout moment. Les déplacés circulent librement sans inquiétude et sans tracasseries et la cohabitation entre la communauté locale et les déplacés est

bonne et encourageante. Deux cas des enfants qui étaient égarés ont été signalés mais ces enfants ont été retrouvés et remis à leurs familles.

À cause des conditions difficiles dans les zones de déplacement, les PDI sont obligées de fréquenter des zones à risque comme le Parc National de Virunga pour quémander ou se ravitailler en bois de chauffage pour les vendre ou utiliser.

Plusieurs PDI ont abandonnée et/ou perdu leurs documents d'identité lors des violents affrontements. Cette problématique reste générale dans les sites de déplacements à la suite de la crise M23. Certaines PDI risquent de se voir empêchées d'accéder à l'assistance humanitaire où on exige la carte d'électeur ; ils risquent également d'être exposés à plusieurs menaces notamment les coups et blessures, des extorsions des biens sur les points de contrôle des FARDC et autres acteurs armés.

Les services de sécurité (FARDC, PNC et ANR) sont présents dans ces zones et assurent la sécurité au quotidien.

### **III.1.2. Violence basée sur le genre**

Aucun cas de violence basée sur le genre n'est à signaler à ce jour dans la zone de déplacement à moins que cela ait été fait pendant la fuite des déplacés et/ou même dans leurs villages d'origine. La situation peut toutefois changer et des mises à jour seront toujours partagées avec les acteurs humanitaires.

Cependant, il faut signaler que jeunes filles et les femmes sont particulièrement à risque face aux incidents VBG à la suite des mouvements vers les zones à risque pendant la recherche des moyens de subsistances autour des centres collectifs (ex : la recherche des bois de chauffage, de la nourriture chez les voisins, de l'eau, ...)

### **III.1.3. Protection de l'enfant**

Au cours de notre évaluation, 126 enfants séparés qui ont fui les affrontements dans leurs villages avec d'autres ne parent que les leurs. Un processus de recherche de leurs parents devra être enclenché le plutôt possible.

On a noté également la présence des plusieurs de 143 enfants du degré élémentaire au degré terminal (1<sup>ère</sup> année – 6<sup>ème</sup> année primaire) qui ont été contraint d'abandonner l'école et qui n'ont plus accès à la scolarité dans la zone de déplacement. Cette situation met en péril leur avenir et devenir et nécessite une attention particulière de la part des acteurs humanitaires du secteur éducation.

Ces enfants restent exposé à plusieurs risque dans la zone de déplacement notamment les accidents routiers dans les zones d'accueil ; l'Enlèvement, violences sexuelles, la non-scolarisation : l'année peut être déclarée blanche pour les enfants PDI qui n'ont pas

toujours commencé les cours sans oublier le risque liée à l'exploitation économique des enfants à la suite de la non reprise des activités scolaires sans oublier le risque de séparation familiale pendant les nouvelles vagues des PDIs.

### III.2. SANTÉ

Il faut noter que tous ces déplacés sont tous dans les 2 aires dont l'aire de santé de Afia Sake et Luhonga, dans la ZS de Kirotshe, en groupement Kamuronza. La majorité de ces PDIs se trouvent dans les écoles, églises et dans les familles d'accueils sans assistance aucune et n'ont pas accès aux soins de santé. Il faut noter que, sur le plan sanitaire, ces déplacés sont confrontés à un problème très sérieux au sein de la communauté d'accueil. Ils ont avoué que lorsque ils sont malades et qu'ils se rendent aux centres de santés tant public que privé ils se heurtent au refus d'être soignés ; les responsables de structures médicales dans la communauté disent ne pas avoir « les médicaments pour soigner es déplacés ».

Des cas de diarrhées ont été rapportés par les déplacés lors de notre mission d'évaluation surtout pour ceux qui sont hébergés dans l'église 8<sup>ème</sup> CEPAC VIRUNGA où au 6 cas avaient été signalés. Dans la foulée, l'équipe présente sur terrain fait une petite séance de sensibilisations sur la prévention aux maladies et épidémies (Ebola, COVID-19, choléra, rougeole, IST/VIH, etc...). Les maladies le plus récurrentes qui affectent les déplacés dans ces sites sont notamment le paludisme, la diarrhée, le cas de malnutrition, les infections respiratoires aiguës chez les enfants de moins de 5 ans avec de problème d'accouchement où les femmes déplacées ont dit ne pas savoir où s'orienter en cas de problème de grossesse. Le besoin prioritaire reste l'accès aux soins de santé primaire mais aussi l'accès l'Eau, hygiène et assainissement.

- Nutrition

Nutrition pour les cas de la malnutrition, pas trop d'information à ce sujet d'autant plus que notre ERM n'a pas prévue une enquête nutritionnelle.

### III.3. ÉDUCATION

Sur le plan éducation, il faut signaler que la présence des déplacés dans cette zone porte un coup fatale à la scolarité des enfants que ce soit dans la zone de combat que dans la zone de déplacement.

Dans la zone de combat, il faut signaler que, selon les informations reçues des déplacés, certaines écoles ont été en moitié détruite et leur matériel soit détruit ou pillé.

Dans la zone de déplacement, le fait que les déplacés se trouvent logés dans les salles de classes, comme c'est le cas de l'EP Kamuronza dans la localité de Matcha et l'EP Burowa à Luhonga, ne permet pas le déroulement normal des activités scolaires.

Selon le chargé de l'accueil des déplacés mandaté par les prêtres, il se pose un très grand problème de cohabitation entre les élèves et les déplacés à la veille de la rentrée scolaire. La conséquence de cette occupation des salles de classe par les déplacés sont notamment, à la veille de la rentrée scolaire, le non fonctionnement de ces écoles car occupées par les déplacés, les pupitres des écoles occupées risquent d'être utilisés pour construire les abris temporaires des PDI qui occupent les écoles. - Manque des services d'hygiène comme mois de chauffage par les PDI, le manque des matériels didactiques dans les écoles utilisées par les PDI, les matériels existants étant détruits ou perdus depuis l'arrivée des PDI, les nombres insuffisants des salles des classes pour occupés tous les élèves y compris les élèves PDI mais aussi le manque des kits scolaires pour les élèves PDI.

De ce fait, il a été signalé un nombre très important de 143 enfants, qui dans leurs villages fréquentaient l'école mais qui n'ont plus accès à l'éducation dans la zone de déplacement, sans oublier que ces enfants en fuyant les affrontements entre les forces loyalistes et le M23, ont abandonné tous leurs effets scolaires (cahiers, uniformes et autres).

#### **III.4. ACCÈS À L'ABRIS**

Les conditions de logement constituent un problème majeur des déplacés dans la zone de notre évaluation et sont très dégradantes à cause du surpeuplement et de la promiscuité pouvant entraîner des problèmes de protection (exploitation sexuelle, maladies, etc...).

Les familles d'accueil sont tombées dans la même vulnérabilité que les déplacés à cause des petites espaces dans les abris qu'ils partagent avec ces PDI, qui deviennent de plus en plus nombreux. Une grande partie des populations déplacées, n'ayant pas trouvé de place dans les familles d'accueil, vivent dans des centres collectifs (salles de classes et églises) où ces populations dorment par terre dans une très grande promiscuité.

N'ayant pas encore reçus d'assistance, ces personnes manquent des abris des Articles Ménagers Essentiels. Une réponse en abris d'urgence doit être également apportée à travers la distribution de kits abris légers, la construction d'abris d'urgence et l'aménagement d'un site approprié afin de libérer rapidement les écoles occupées et les églises, permettre aux déplacés de vivre en sécurité et en dignité, et aux élèves de reprendre les cours et aux églises de reprendre leurs activités. Il sied aussi de préciser que les dimensions des abris dans le milieu sont 5m sur 7m pour les abris transitionnels avec 3 pièces, et pour les abris en fortune construits par les déplacés sont 1m sur 2m pour la plupart dans des conditions de promiscuité énorme.

### III.5. ACCÈS AUX ARTICLES MENAGES ESSENTIELS

Les déplacés vivent dans des salles de classe, des églises, familles d'accueil ou dans des abris de fortune. Lors de déplacements et affrontements, les biens de plus de 94,1% des PDIs ont été abandonnés et pillés dans les zones d'origine. Certains qui avaient amené quelques articles les ont vendus pour nourrir leurs familles respectives et se trouvent actuellement dans une situation très précaire d'autant plus que les besoins s'accroissent de plus en plus après la vente de ces biens. Après ces ventes, les besoins s'accroissent. La plupart de ces déplacés affirment n'avoir aucune connaissance dans la zone de déplacement et n'ont aucune chance ni possibilité d'emprunter les articles essentiels.

Pour cuisiner le peu d'aliments qu'ils parviennent à trouver, ces déplacés s'empruntent auprès de leurs connaissances déplacés dans le site ou une seule casserole peut servir même plus de 6 ménages chacun de ménage attendant que les autres finissent la cuisson. Il a malheureusement été dit et affirmé par plusieurs déplacés que parfois lorsqu'ils s'empruntent les AME auprès des autochtones, se voient les AMES empruntés leur être ravis avant même de terminer la cuisson. Il existe un marché à sake à moins de plus ou moins 5 km pour les déplacés se trouvant à Luhonga et 1 km pour ceux-là qui sont dans la localité de matcha le lieu d'hébergement des déplacés bien que ces derniers n'ont pas le moyen de le rejoindre pour se procurer les articles ménagers essentiels.

En général les besoins en AME sont plus ressentis chez les déplacés se trouvant dans les sites et ceux qui se retrouvent dans les familles d'accueils. En effet, il a été dit par les personnes présentes dans des groupes de discussions que :

- La plupart de ménages avaient abandonné leurs AME dans leurs villages d'origine. Ceci met les ménages en situations difficile pour les activités ménagères.
- Les ménages d'accueil dans la zone n'ont pas assez des AME à prêter aux personnes déplacées internes. Jusqu'à ces jours, aucune assistance en AME n'a été apporté aux ménages des déplacés dans ces 4 groupements. Les marchés du Territoire de Nyiragongo ne possèdent pas la capacité de fournir les AME.

### III.6. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYEN DE SUBSISTANCE

Sur le plan sécurité alimentaire, la situation est très chaotique. Les déplacés se trouvant dans les sites visités à Sake et Luhonga exprime ont tous exprimé les besoins continuels en vivres. Il faut noter que la communauté locale qui a accueilli les ménages déplacés se trouve également dans l'impossibilité de répondre aux besoins alimentaires car sa production agricole est insuffisante mais aussi il faut rappeler que cette même population avait accueilli les sinistrés du volcan Nyiragongo en 2021 et elle ne s'est jamais remise de ce choc étant donné qu'au retour de sinistrés aucune assistance humanitaire en faveur des familles d'accueil n'avait été organisée. Les ménages déplacés sont obligés de mendier pour survivre et les autres vont chercher de travail journalier qui est aussi

inexistant dans la zone d'accueil vu la situation des familles d'accueil. Il n'y a pas eu d'analyse proprement dite par rapport à l'assistance en cash. Cependant il faut signaler que le cash est possible car le lieu d'hébergement des déplacés n'est pas loin de la ville du marché de Sake et il y a des opérateurs de télécommunication avec lesquelles les acteurs humanitaires peuvent travailler.

### **III.7. WASH**

Les risques d'une éventuelle épidémie de choléra sont très probables dans les différents sites des déplacés de la crise M23 à Sake. Dans ces centres collectifs (écoles et églises) qui hébergent ces déplacés, la couverture en ouvrages Wash (latrines, douches, trous à ordures et des matériels d'hygiène ainsi que des lieux de lavage des mains) sont insuffisantes et même inexistantes. Il y'a aussi un grand problème en termes d'activités de promotion de l'hygiène dont l'installation et formation des comités d'hygiène, la formation des relais communautaires et la sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène au sein de la communauté.

Par rapport à l'accès à l'eau, il faut signaler qu'il existe les bornes fontaines presque partout mais les déplacés sont marginalisés et n'ont pas accès à l'eau. Les déplacés ont affirmés que lorsqu'ils se rendent aux bornes fontaines pour puiser on leur refuse l'accès à l'eau parce qu'ils n'ont pas d'argent, allégation qui a été confirmée par un relais communautaire de la place mais qui a justifié cela par le fait que les robinets sont gérés par une association et qui exige de l'argent pour l'accès à l'eau. Il y a donc une nécessité des actions de water trucking qui permettent à ces déplacés d'accéder à l'eau car l'eau c'est la vie, dit-on. L'accès à l'eau par les déplacés à Sake reste un problème énorme auquel s'ajoute le matériel de stockage. Dans tous centres collectifs (églises, écoles) à Sake, la couverture en latrines publiques et familiales n'existe pas, ce qui expose ces déplacés aux diverses maladies. Dans ces sites, la défécation à l'aire libre a été déclarée chez les enfants de moins de 5 ans. Aucun des sites des déplacés à Sake n'est couvert en termes d'activité de promotion de l'hygiène. Aucun dispositif de lavage des mains est observé et les déplacés n'observent pas les règles des bonnes pratiques d'hygiène. Les besoins sont énormes notamment : Construire des latrines et douches d'urgence, l'approvisionnement en eau potable, l'installation et la formation des comités et brigades d'hygiène afin d'assurer les activités de promotion de l'hygiène ainsi que la distribution des kits Wash/NFI aux déplacés.

### **IV. ANALYSE DO NO HAM**

Les affrontements se poursuivent dans les groupements dans les villages d'origine de ces déplacés avec le risque de se prolonger dans la volonté du M23 de couper la route qui facilite la communication entre Goma, Masisi, Kitshanga et le Grand Nord pour le

moment. À la suite de l'absence d'assistance humanitaire en faveur de ces déplacés dans la zone, ces derniers sont tentés d'aller mendier, d'autres chercher des travaux journaliers et d'autres se rendent dans leurs villages pour chercher la nourriture avec le risque d'être tués, violer, .... Ces IDPs présent à sake se sentent actuellement oubliés pour l'assistance humanitaire et donc abandonnés à leur triste sort. Depuis environ un mois, ces déplacés sont là et n'ont jamais reçu d'assistance et en appellent aux acteurs humanitaires, gouvernement et aux hommes de bonnes volonté de leur venir en aide. Les sensibilisations sur la cohabitation pacifique devraient être menées dans la région d'accueil des PDI en impliquant les chefs de centres collectifs et le comité des PDIs.

## V. CONCLUSION

Cette évaluation qui s'est déroulée dans les localités Matcha à sake et Luhonga dans le groupement Kamuronza, zone qui accueille actuellement les déplacés ayant fui les affrontements entre les forces loyalistes et rebelles du M23, nous a permis d'entrer en contact avec ces déplacés et les autorités locales et d'avoir des informations crédibles et fiables par rapport à leur situation humanitaire.

Au terme de cette évaluation, il a été constaté que ces déplacés traversent le pire moment de leur histoire et sont oubliés par la communauté humanitaire étant donné que depuis leur arrivée il y a environ un mois pour certains, aucune aide ne leur a jamais été donnée. Leurs conditions de vie sont très déplorable car ils dorment à même le sol et ce qui est plus grave, certains passent la nuit avec leur bétail pour ceux qui ont eu la chance de le sauver.

Au regard de tout ce qui précède, PADEPU-A qui suit de près la situation de ces déplacés préconise ce qui suit :

- Les autorités locales devraient octroyer un espace pour la construction des abris d'urgence aux PDI afin de permettre la poursuite normale des activités scolaires dans les écoles occupées par les IDPs ;
- Installer des kits laves mains dans les écoles occupées pour la prévention des maladies hydriques ;
- Fournir assistance en fournitures scolaires aux élèves ;
- Assurer la gratuité et l'accès des IDPs aux soins de santé ;
- Renforcer les capacités des prestataires de soins, RECO, etc. sur la prévention et la prise en charge des maladies et épidémies (choléra, rougeole, décès maternel, IST/VIH, etc...) ;
- Disponibilité de casseroles, Habits, Kits d'hygiène pour femme, Support de couchage et du savon ;
- Besoin d'espace ami d'enfants dans le site ;
- Besoin de sensibilisation des PDI sur les risques de fréquentation dans le PNVi ;
- Organiser une assistance humanitaire en vivres, AME, Abris d'urgence, en soins de santé, Wash et en éducation.

**Fait à Goma, le 11 Janvier 2023**

**Pour PADEPU-A**

**La coordination**

## ANNEXES

### QUELQUES IMAGES



*Programme d'Action pour le Développement des Paysans Unis en Afrique (PADEPU-A)*  
Adresse physique : N°139, Av. Uvira, Q. Kyeshero, Commune de Goma, ville de Goma, Nord-Kivu, RDC.  
[info.padepu1@gmail.com](mailto:info.padepu1@gmail.com), [padepurdcprogrammes@gmail.com](mailto:padepurdcprogrammes@gmail.com)  
[Page facebook : programme d'actions pour le développement des paysans unis en Afrique](#)